

Le déclenchement de la guerre

► Veillée d'armes

La répétition et l'aggravation des crises internationales créent en Europe une psychose de guerre qui concourt au renforcement des blocs. Bien que l'Italie, dont les intérêts et les ambitions balkaniques se heurtent de plus en plus manifestement à l'Autriche-Hongrie, soit devenue une alliée peu sûre pour les Empires centraux, la Triplice est renouvelée en 1912. La même année, de nouveaux accords militaires franco-russes prévoient qu'en cas de guerre, l'armée du tsar devrait prendre l'offensive, de façon à soulager le front occidental. Par ailleurs, un plan de coopération militaire et navale franco-britannique est élaboré. Enfin, Poincaré donne à l'automne 1912 une interprétation large de l'alliance avec la Russie : la France soutiendra celle-ci dans l'éventualité d'une attaque allemande, même si la guerre a pour origine un conflit dans les Balkans.

Dans les deux camps, la course aux armements et le renforcement des effectifs disponibles prennent une allure inquiétante. L'Allemagne augmente son budget militaire dès 1911-1912, décide l'année suivante de faire passer son effectif du temps de paix de 600 000 à 800 000 hommes et accélère son programme d'armement naval. L'Autriche-Hongrie adopte, coup sur coup, deux lois militaires (1912 et 1913) visant également à renforcer son dispositif de défense, et le Parlement français vote en 1913 la « loi des trois ans » qui permet de placer 750 000 hommes sur le pied de guerre. Enfin, tandis que chacun des futurs belligérants accroît et modernise son matériel de guerre

(notamment l'artillerie lourde), la Russie établit un grand programme de réorganisation de son armée.

► La crise internationale de l'été 1914

Le 28 juin 1914, alors qu'il visite, au cours de grandes manœuvres, la ville de Sarajevo en Bosnie, l'archiduc héritier d'Autriche François-Ferdinand est assassiné par un étudiant bosniaque, Princip, membre d'une société secrète liée au mouvement nationaliste « yougoslave ». Le gouvernement de Belgrade n'a probablement aucune responsabilité dans l'affaire, mais certains officiers serbes ont participé à la préparation de l'attentat. Aussi, bien que l'empereur François-Joseph soit lui-même plutôt enclin à la prudence, le gouvernement et l'état-major de Vienne estiment-ils que le moment est venu de saisir ce prétexte pour régler définitivement son compte à la Serbie.

Ayant obtenu, le 5 juillet, l'appui de Guillaume II, le gouvernement austro-hongrois prépare un ultimatum qui n'est remis à la Serbie que le 23, au moment où le président de la République française Poincaré et le président du Conseil Viviani, en visite officielle à Saint-Pétersbourg, prennent la mer pour rentrer en France ce qui rend très difficiles les communications entre les dirigeants des deux pays. Berlin et Vienne espéraient en effet, en agissant très vite, circonscrire le conflit dans les Balkans et avaient calculé les termes de l'ultimatum de façon que le gouvernement serbe ne pût l'accepter. En fait, seul l'article 6 qui exigeait la participation de fonctionnaires autrichiens à l'enquête menée en Serbie pour déterminer les responsabilités de l'attentat, fut repoussé par Belgrade. Cela suffit pour que l'Autriche déclare le 28 juillet la guerre à la Serbie et bombarde aussitôt sa capitale.

La Russie ne peut, sous peine de perdre toute influence dans les Balkans, laisser écraser sans réaction sa cliente serbe. Ayant obtenu des assurances de Poincaré et consciente de la lenteur de ses préparatifs, elle commence dès le 29 à mobiliser partiellement son armée, avant de procéder le 30 à la mobilisation générale. Dès lors, tandis que les gouvernements français, allemand et britannique ont plutôt tendance à freiner le mouvement, ce sont de plus en plus les militaires qui, par souci de ne pas se laisser prendre de vitesse, pèsent sur les décisions, déclenchant ainsi un mécanisme irréversible.

► L'engrenage

Face à cette montée des périls, le mouvement pacifiste se trouve paralysé par les hésitations et les divisions des dirigeants socialistes et syndicalistes. En France, la SFIO et la CGT organisent en commun des manifestations contre la guerre mais ne parviennent pas à se mettre d'accord sur le principe